



## › CONSULTATION SUR L'ÉVOLUTION DE L'ACCOMPAGNEMENT INTENSIF

Concernant ce dispositif, la direction nous explique qu'à ce jour, l'équipe de pilotage, a vérifié la version finale du projet d'accompagnement intensif pour s'assurer qu'il est aligné avec les objectifs de volume. Les agences ont déterminé des repères pour l'accompagnement intensif, lesquels sont susceptibles de changer selon leur situation et leurs ressources humaines. Des discussions avec l'État vont clarifier les places supplémentaires pour 2025. L'interconnexion des systèmes d'information est en cours, bien que complexe, avec des délais jusqu'en avril pour que les travailleurs sociaux soient pleinement interconnectés. Des partenaires tels que le département, les missions locales et la CAF sont impliqués, et il y a un plan national appelé le plan de convergence qui vise une transformation complète d'ici fin 2026. Le projet avance bien et devrait offrir des opportunités pour le territoire.

**Nous avons voté CONTRE, car d'une part les équipes ne sont pas encore prêtes, et d'autre part, si nous analysons ce qui se passe en agence aujourd'hui au niveau du SI et du partenariat, nous pouvons extrapoler que l'accompagnement intensif va se reposer encore UNIQUEMENT sur les équipes de France Travail. En effet, le SI et le partenariat ne semblent pas être en adéquation avec les ambitions du plein emploi aujourd'hui. Nous proposons que cet accompagnement soit mis en œuvre plus tard....lorsque le partenariat et le SI seront mieux sécurisés plutôt que de reporter la pression sur nos équipes France Travail.**

## › BILAN DU TEST DU NOUVEAU BOUQUET PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL

Depuis 2010, les psychologues du travail de France Travail offrent principalement des prestations aux demandeurs d'emploi. En 2018, un projet de transformation axé sur les services a été lancé, visant à valoriser leur rôle. Un bouquet de services a été co-construit et testé, impliquant les psychologues à chaque étape. Ce projet a été expérimenté dans cinq régions (Grand-Est, Hauts-de-France, Île-de-France, La Réunion, Nouvelle Aquitaine), avec une mise en place nationale prévue en septembre 2025.

90 % des psychologues sont satisfaits des nouveaux services proposés.

## › BILAN TRIMESTRIEL DES PERMANENCES A LA MAISON FRANCE SERVICES DE LA PLAINE DES CAFRES

Point reporté au prochain CSE afin d'avoir des données actualisées

## › POINT D'ÉTAPE SUR LE PROGRAMME EQUIPEMENTS DE SURETE (PES)

A la Réunion, les 2 sites pilotes de Saint-André et Le Port sont finalisés. En 2025 les sites de Saint-Benoît, l'Eperon mettront en place le dispositif.





## › INFORMATION SUR LE DISPOSITIF D'ALERTE MOBILE IO CONNECT

Le plan de sûreté national en déploiement prévoit l'installation d'un dispositif d'alarme mobile relié au télésurveilleur, actuellement opérationnel sur deux sites (St André et Le Port). Face au risque d'agression, la Direction régionale teste ce dispositif sur les sites de Ste Marie et St Paul pour protéger les volontaires en service civique (VSC) et les agents en zones de libre accès. Les VSC et agents équipés de boutons d'alerte mobile peuvent déclencher une alerte en cas de problème, relayée au MANAC via un boîtier lumineux. Les équipements sont non nominatifs et aucune donnée n'est sauvegardée. Des améliorations pour réduire le temps de latence sont en cours sur les sites de Ste Marie et Port. Le déploiement complet est prévu sur 9 sites au deuxième trimestre 2025, incluant également St Benoit, St Joseph et Eperon.

## › BILAN DE L'EXPERIMENTATION DE DETOURNEMENT DE FINALITES

Nous n'avons pas eu pour la Réunion de détournements de finalités sur les 86 entretiens réalisés.

## › PRESENTATION DU RELEVÉ D'INFORMATION DE LA CSSCT DU 12/02/25

En 2024, France Travail Réunion a recensé 351 agressions, dont 62 incivilités, 108 EDIS (Expressions D'Intention Suicidaire), 146 agressions verbales, 30 agressions comportementales et 5 agressions physiques. La majorité des agressions s'est produite dans les agences des directions territoriales Nord-Est (126, dont St Denis, Ste Clotilde, Ste Marie) et Sud-Ouest (213, dont Bel Air, St Pierre, Tampon).

Face à ces augmentations, notamment des agressions verbales et des EDIS, les élus demandent des actions préventives pour assurer la santé physique et mentale des agents, avec notamment le renforcement de la sécurité des agents à l'accueil par :

- La présence d'un agent de sécurité sur tous les sites,
- Un système d'alerte mobile en test à St Paul et Ste Marie, avec possible déploiement régional,
- Diffusion de messages vocaux d'information aux DE,
- Sensibilisation des ELD à l'envoi de courriers aux DE.

Les élus notent que, malgré le plan sûreté, les sites du Port et de St André continuent à subir des agressions, justifiant le maintien des agents de sécurité. La Direction informe que le nombre d'agressions reste stable, mais les EDIS sont en augmentation. Depuis décembre 2024, les agents peuvent enregistrer les appels téléphoniques en cas d'agression.

## › TRAVAUX DE LA ZONE D'ACCUEIL DE SAINT-DENIS

programmés à mi-avril

**Les CSE sont tenus une fois par mois, nous sommes à votre disposition pour vos remontées de terrain.  
Avec la CFE-CGC métiers de l'emploi, pour un dialogue social constructif .**

**La CFE-CGC Métiers de l'Emploi, reste à votre écoute  
[syndicat.cfe-cgc-reunion@pole-emploi.fr](mailto:syndicat.cfe-cgc-reunion@pole-emploi.fr)**

**Votre équipe CSE  
Sonia PETIT de la RHODIERE  
Claude PELLEGRINI  
Laurent FAIVRE  
Paul ROJAT**

Retrouvez nos informations sur [www.cfecgc-metiersdelemploi.fr](http://www.cfecgc-metiersdelemploi.fr)

